

**Liban - Réunion du Groupe  
international de soutien au Liban -  
Déclaration conjointe de M.  
Emmanuel Macron, président de la  
République**  
(Paris, 08 décembre 2017)

Monsieur le Premier ministre, Madame la vice-Secrétaire générale, Mesdames et Messieurs les Ministres, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, Mesdames et Messieurs, Chers Amis,

Je suis très heureux de vous accueillir aujourd'hui à Paris pour une réunion à laquelle j'attache la plus haute importance.

Le Liban vient de traverser une période d'incertitude et le Premier ministre, Saad Hariri, a retrouvé ses responsabilités de président du Conseil à la tête de son gouvernement d'entente nationale. Cette décision, prise avec le président Michel Aoun, fait suite à d'intenses consultations avec l'ensemble des responsables politiques libanais. Elle constitue une évolution positive, essentielle à nos yeux, et je tiens à la saluer.

Nous avons noté avec attention les termes de la décision du Conseil des ministres qui l'accompagne. Les engagements qu'elle contient sont essentiels et nous souhaitons, bien sûr, qu'ils soient intégralement appliqués. D'importantes menaces continuent aujourd'hui de peser sur la stabilité du Liban et rendent indispensable un soutien fort et résolu de la communauté internationale.

La crise qui vient de se produire tient à des facteurs internes, mais elle tient aussi à des tensions régionales qui pèsent sur un pays auquel nous tenons tous beaucoup. La stabilité du Liban n'est pas seulement capitale pour ses habitants, elle l'est pour l'ensemble de la région déjà très affectée par la violence des conflits.

Pour que le Liban soit protégé de ces crises, il est primordial que l'ensemble des parties libanaises et l'ensemble des acteurs régionaux respectent le principe cardinal de non-ingérence. Les événements récents ont démontré que l'engagement de milices libanaises dans les affrontements qui meurtrissent le Moyen-Orient ne pouvait se poursuivre sans exposer le Liban, dans toutes ses composantes, à des dommages collatéraux.

La réunion d'aujourd'hui doit manifester la volonté de la communauté internationale de voir la politique de dissociation des conflits régionaux effectivement mise en oeuvre par tous dans le pays. C'est le coeur de l'engagement du gouvernement libanais, pris par toutes les composantes de ce cabinet d'entente nationale, Hezbollah compris : la non-ingérence dans les conflits de la région.

La souveraineté du Liban et de son État, son unité et son intégrité territoriale, constituent des principes intangibles qui doivent être respectés par tous, à commencer par les puissances régionales. Leurs différents ont déjà bouleversé le destin de trop nombreux peuples, le Liban ne doit être ni l'objet, ni l'enjeu, ni l'acteur de ces conflits. À ce titre, je souhaite vraiment que les initiatives prises sur le statut de Jérusalem, qui doit faire avant tout l'objet de négociations entre Israéliens et Palestiniens, sous l'égide des Nations unies, ne viennent pas ajouter de l'instabilité à la région. Suite à l'annonce du président des États-Unis avant-hier, je lance donc ici un appel au calme et à la responsabilité de tous, indispensable pour accompagner les efforts que nous conduisons aujourd'hui.

Il est également essentiel que le Liban puisse poursuivre le processus déjà engagé et réussisse à relever plusieurs des défis qui lui sont aujourd'hui posés. Le premier défi, c'est celui sa refondation politique et la remise en marche de ses institutions. Les Libanais se rendront aux urnes en mai 2018 pour élire leurs représentants au Parlement, ce sera un moment important pour le Liban et pour la jeunesse libanaise. Il n'y a pas eu d'élections législatives depuis 2009, et beaucoup de jeunes Libanais voteront pour la première fois en mai prochain. Le Liban doit continuer à incarner un modèle de démocratie, de coexistence et de tolérance. C'est essentiel pour la région.

Le deuxième défi, c'est le défi sécuritaire. Je veux saluer ici le courage de l'armée libanaise qui, à l'été 2017, alors qu'elle est le pilier de la Nation et la garante de son unité, a remporté une victoire décisive face aux terroristes de Daech et de Hayat Tahrir Al-Sham. De nombreux soldats libanais ont payé de leur sang, de leur vie, le prix de ce combat courageux, et je veux ici leur rendre hommage, à eux ainsi qu'à leurs familles. La lutte contre le terrorisme est un combat de longue haleine. Il n'est pas terminé mais impose que nous restions unis.

Au Sud du pays, pour relever ce défi sécuritaire, la FINUL continue à jouer un rôle essentiel et contribue à la préservation de la paix et de la stabilité le long de la ligne bleue, et je me réjouis qu'elle ait pu accroître ses patrouilles sur le terrain récemment, ce sont de nouvelles mesures encourageantes qui doivent être poursuivies. Nous voulons à tout prix éviter de nouveaux conflits. La mise en oeuvre pleine et entière de la résolution 1701 est le moyen le plus efficace de s'en prémunir. C'est le sens de l'engagement de la France dans le cadre de la force, au sein de laquelle elle a constamment été présente depuis 1978, ainsi que de sa coopération avec l'armée libanaise. Deux pays, représentés aujourd'hui, l'Italie et l'Allemagne, participent à nos côtés à cet effort au service de la paix au sein de la FINUL. En lien avec la représentante des Nations unies, je me permets de saluer leur engagement. Je tiens également à saluer les États-Unis pour leur aide décisive apportée à l'armée libanaise.

Le troisième défi, c'est celui du développement économique dans un contexte d'absence de solution politique en Syrie et de crise prolongée des réfugiés. Seule la fin des violences et la mise en oeuvre d'une transition politique permettront un retour des familles syriennes qu'accueille le Liban, dans le respect des principes du droit international humanitaire auxquels la France demeure fermement attachée.

Mais si le nombre de réfugiés au Liban demeure stable, leurs conditions de vie ainsi que celle des Libanais les plus pauvres ne cessent de se dégrader, et je veux à cet égard saluer la

générosité dont les Libanais - tout comme les Jordaniens et les Turcs - font preuve en accueillant avec humanité plusieurs millions de réfugiés.

Aussi, dans ce contexte, est-il impératif que la communauté internationale reste mobilisée pour le Liban et pour renforcer l'État libanais et ses institutions, qui constituent le meilleur rempart face à l'instabilité régionale.

Beaucoup a déjà été fait depuis 2013 et la création du Groupe international de soutien que nous réunissons aujourd'hui. Mais nous devons faire plus dans les domaines sécuritaires, humanitaires et économiques et ce doit être l'objectif de la réunion d'aujourd'hui.

Il est avant tout primordial que nous mobilisions de manière accrue pour le renforcement des forces armées libanaises, clé de la sécurité du pays et conditions de son unité nationale. L'Italie a été pionnière en 2014, en organisant à Rome une conférence de soutien aux forces armées libanaises. La France s'associera à l'Italie et aux Nations unies pour donner suite à cette conférence dans les toutes premières semaines de l'année 2018.

Face à la crise humanitaire, la communauté internationale s'est fortement engagée pour le Liban au cours de ces dernières années. Et je souhaite ici saluer l'action efficace menée par le HCR. Sous l'impulsion de l'Union européenne, de l'Allemagne, du Royaume-Uni, les conférences de Berlin en 2015, de Londres en 2016 et de Bruxelles cette année ont permis d'offrir au Liban un soutien accru. Ce soutien demeure néanmoins insuffisant au regard des besoins immenses du pays. La conférence de Bruxelles II dont la Haute représentante de l'Union prépare l'organisation en concertation avec les États membres sera l'occasion, là aussi dans les deux premiers mois de l'année 2018, pour nous tous de renforcer notre soutien. La France compte y contribuer activement.

Sur le plan économique enfin, un nouvel effort est nécessaire pour accompagner l'esprit de responsabilité qui a justement présidé aux décisions libanaises des dernières semaines. La France a toujours pris ses responsabilités pour permettre au Liban de se reconstruire, en particulier dans les années qui ont suivi la fin de la guerre civile. Les effets de la crise syrienne rendent aujourd'hui nécessaire l'organisation d'une nouvelle conférence de soutien à l'économie du Liban. Celle-ci devrait se tenir dans les quatre premiers mois de l'année 2018. Nous travaillons activement avec l'Allemagne et les autorités libanaises à un plan d'investissement centré sur les infrastructures du pays, en lien avec la Banque mondiale, le PNUD et tous les grands partenaires économiques du Liban.

Voilà, Mesdames et Messieurs, les objectifs qui sont assignés à la réunion du jour : décider un agenda concret pour que l'engagement international soit au rendez-vous de l'engagement pris par les autorités libanaises.

Avec le ministre des affaires étrangères, je me réjouis de vous accueillir à Paris en présence du Premier ministre libanais pour cette réunion du groupe international de soutien pour le Liban, que la France a l'honneur de coprésider avec les Nations unies, et dont je tiens à remercier de nouveau la présence aujourd'hui en la personne de la vice-Secrétaire générale, Madame Amina Mohammed.

Je salue les ministres, les représentants de pays et d'organisations ici présents. Votre mobilisation témoigne de la volonté de la communauté internationale de se rassembler autour d'un pays, dont nous connaissons les fragilités mais dont nous connaissons l'importance essentielle pour toute la région.

Le Liban n'est pas simplement - même si c'est déjà très important - un ami de la France, c'est un pays dans lequel se joue nombre des équilibres de toute la région, mais également un modèle, le modèle du pluralisme, le modèle d'une capacité offerte à chacun de respecter les minorités et la pluralité des religions.

Mais je le dis avec beaucoup de conviction et de force aujourd'hui, aucun des problèmes de la région ne sera réglé par des décisions unilatérales, par la loi du plus fort ou par l'humiliation de l'autre. Les équilibres dans la région ne se construiront que dans la capacité à préserver le pluralisme qui en fait l'histoire ; et le Liban est à cet égard un modèle.

Aussi, les décisions prises ces dernières semaines par le président de la République et le Premier ministre du Liban sont-elles la clé pour que dans les prochains mois, les prochaines années, le Liban continue à jouer ce rôle pour lui-même et pour toute la région.

Et c'est pour cela que nous sommes rassemblés aujourd'hui à vos côtés. La communauté internationale sera au rendez-vous parce que le Liban est porteur d'un message universel de paix et de tolérance, parce que c'est un pays symbole, un pays frère, un pays stratégique que nous défendons.

Je vous remercie pour votre attention./.

(Source : service de presse de la présidence de la République)